

# LAROUI ET LA QUESTION DU SAHARA OCCIDENTAL

par Abdellatif Ben Abdellah

*Nous avons estimé nécessaire de publier de nouveau la première partie de cet article paru dans le précédent numéro.*

⚙ Cet article aborde ce qu'a révélé la question du Sahara chez Laraoui devenu l'idéologue de la bourgeoisie sur cette question et sur celle de l'Etat dans son livre "l'Algérie et le Sahara marocain".

L'ouvrage de Laraoui révèle une conception réactionnaire de la constitution de la Nation marocaine, une vision bourgeoise de l'histoire de notre peuple. Et c'est au nom de cette conception que les bourgeoisies compradore et nationale se sont unies sur leur position concernant le Sahara et ont présenté les accords de Madrid comme une victoire populaire.

La réfutation ne concerne pas les liens historiques, militants, de lutte et de combat entre le Maroc et le Sahara. C'est la conception que propage Laraoui de notre histoire : du rapport de notre peuple au Makhzen, de la construction de l'Etat et de la Nation. Cette conception de notre histoire explique le point de vue de la bourgeoisie sur la constitution de notre Nation, le rapport de la bourgeoisie au pouvoir d'Etat, au colonialisme et aujourd'hui au néo-colonialisme. Une telle conception ignore totalement l'immense portée des luttes populaires dans la formation de la Nation marocaine alors qu'elles en sont l'axe constitutif. Cette conception laisse dans l'ombre l'apport de la paysannerie organisée en tribus. Elle passe sous silence, les sous estime ou les dénature, les

révoltes populaires au Makhzen. Elles ont pourtant fait et défait les dynasties. Elles sont à l'origine de tous les sursauts qui ont rassemblé par d'immenses vagues contre l'envahisseur étranger le peuple des campagnes autour des chefs populaires, forgeant ainsi dans la lutte contre la félonie du Makhzen et contre l'occupant étranger l'unité du peuple, ferment de la Nation marocaine.

## L'OFFENSIVE IDEOLOGIQUE DU POUVOIR COMPRADORE ET DE LA BOURGEOISIE DE L'ISTIQLAL

Laraoui a réussi un tour de force inégalé : en 153 pages d'un livre consacré au Sahara, pas un mot sur le F. POLISARIO sinon dix lignes sur les Sahraouis et le Morehob. L'histoire du livre est à elle seule instructive de l'itinéraire de Laraoui, précurseur de celui de bien d'autres soit disant intellectuels progressistes, mandarins de l'idéologie de la construction de la "paix sociale" dans notre pays.

Situons la sortie de cet ouvrage qui est désormais sur toutes les tables des agences de presse étrangères, des administrations marocaines. Pour ces dernières, il s'ajoute au "Défi" de Hassan. Le pouvoir compradore s'acharne aujourd'hui à porter au niveau

idéologique les acquis réalisés à son bénéfice lors de la convergence politique avec les partis nationaux. C'est là l'une de ses préoccupations essentielles. Il est aidé principalement par les idéologues de l'Istiqlal, celui-ci a pris brutalement conscience il y a quelques années que l'évolution de la jeunesse non seulement échappait à son emprise idéologique – il s'en était fait une raison – mais notre jeunesse adoptait en partie les valeurs progressistes inspirées du marxisme-léninisme reprenant en l'actualisant l'idéal de résistance qui a été celui du mouvement national lors de sa lutte contre le colonialisme. L'un des outils de la contre-offensive réactionnaire est la mise sur pied de l'organisation policière des Frères Musulmans contrôlés par les hommes du pouvoir. Et désormais tous les discours de l'Istiqlal contiennent le thème fameux "des valeurs nocives étrangères à l'Islam qui intoxiquent notre jeunesse". C'est ainsi que se conjuguent les efforts du pouvoir et de l'Istiqlal pour reconstituer un projet idéologique cohérent à offrir en perspective à la jeunesse.

A des générations qui n'ont pas connu la lutte contre l'occupant colonial, l'on présente une histoire de la lutte de libération nationale tronquée. Et chacun de s'approprier l'histoire à sa façon, l'on a ainsi connu la polémique dans El Moharrir sur l'ouvrage de Ghallab. L'on a vu aussi l'Istiqlal applaudir à l'ouvrage de Laraoui et le coupler avec celui de Maazouzi ( ). C'est dans ce contexte où chaque classe présente son point de vue sur notre histoire aux électeurs que le pouvoir mène une offensive à son tour à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays mettant en œuvre tous les moyens, et mobilisant des écrivains mercenaires tant nationaux qu'étrangers. Après avoir rédigé le "Défi", Maurice Druon ( ) écrit un scénario pour un film sur la "Marche Jaune". Le Cabinet royal demande à Boutaleb ( ) et consorts d'écrire un livre apologétique sur les Alaouites. A Laraoui qui refusait de se joindre aux appointés du Palais, il lui est demandé alors d'écrire un ouvrage sur l'Algérie. Laraoui s'exécute et ramasse les articles publiés en 75-76 dans Lamalif sur la question du Sahara. Toujours cette attitude ambiguë : ce n'est pas un ouvrage de commande puisqu'il est composé d'articles écrits selon la circonstance mais assigné à publier par le Cabinet royal, Laraoui s'exécute quand même. Quoi de plus étonnant ? Il est dans la logique d'un pouvoir de pousser jusqu'au bout l'avantage qu'il a d'une situation où il a placé ses adversaires d'antan dans le cadre de sa propre stratégie "d'unanimité nationale". C'est ce qui explique cette vaste entreprise idéologique en cours. Elle est l'œuvre conjointe des idéologues de la bourgeoisie nationale et de la bourgeoisie compradore ; celle-ci n'a jamais réussi à se doter d'un véritable cadre institutionnel qu'est un parti capable d'assurer la reproduction nécessaire des éléments dirigeants ( ). A fortiori, cette même bourgeoisie n'a jamais pu se constituer une doctrine cohérente à la mesure des problèmes que vit notre société. D'où l'extrême pauvreté de l'assise politique et idéologique de la classe compradore qui accroît sa fragilité. C'est dans ce sens que l'on peut mesurer l'ampleur du souffle que recherche et que trouve en partie le pouvoir de la classe compradore. Cette recherche consiste, à la faveur de l'unanimité nationale, dans ce

climat de tentative d'alliance de classes à donner à la dynastie Alaouite, en particulier à Hassan, c'est-à-dire à la bourgeoisie compradore, à la fois les titres de bâtisseur de la Nation marocaine et ceux de libérateur, et bientôt de démocrate ! Pourquoi pas !

Cette entreprise de mystification politique et idéologique se caractérise principalement par la référence à l'histoire, faisant de Hassan le continuateur de la construction de l'Etat national face aux périls de la domination impérialiste. Evoquer l'histoire pour justifier l'annexion armée du Sahara contre la volonté des populations sahariennes. Evoquer l'histoire pour justifier les tentatives d'alliance de classes du despotisme éclairé.

## SUR LA CONCEPTION DE L'HISTOIRE DU PEUPLE MAROCAIN

Toute l'argumentation de Laraoui – argumentation qui vise un double objectif, innocenter l'Etat Makhzen et justifier l'annexion arbitraire – repose sur la notion de traité. C'est avec cette notion qu'il recourt tout au long de ses réfutations aux points de vue des Mauritaniens, des Sahrouis ou des Algériens. A ses yeux l'existence d'un Etat souverain sur un territoire défini, est attestée par la reconnaissance de l'Occident exprimée dans les traités. L'existence d'une Nation marocaine symbolisée par l'autorité d'un sultan sur un territoire, garant de l'unité se manifeste aussi d'abord et avant tout par un "traité" – la béi'a – qui reconnaît l'autorité du sultan par les tribus. Une double reconnaissance donc, à l'extérieur par les Etats, et à l'intérieur par les tribus, fonde à ses yeux l'Etat et la Nation marocaine.

Une catégorie juridique – le traité – est à elle seule l'axe de la démarche de la pensée de Laraoui. Notre grand historien érudit, bonne conscience des progressistes dans notre pays sur la question du Sahara n'a pu expliquer et développer son point de vue chauvin qu'en partant et en restant dans le cadre du droit colonial. Sa conception de l'histoire repose entièrement sur une catégorie abstraite une notion de droit, traité et béi'a. Laraoui, historien "de gauche" en est resté aux plus vieilles catégories de l'histoire bourgeoise. Il nous explique longuement ce que l'on doit comprendre de l'Acte d'Algésiras de 1906, des traités relatifs aux conférences de Madrid de 1880, des traités des frontières de mars 1845 avec la France, des protocoles d'accords de 1901, des décrets d'application de 1902, de la convention franco-allemande sur le Maroc du 4 novembre 1911 etc. Pas un mot sur ce qui a permis d'unir, de lier profondément le peuple marocain.

Dans tous ses articles rassemblés dans l'ouvrage "l'Algérie et le Sahara marocain" pas un mot sur les rapports sociaux dans notre pays à travers les luttes entre Etat et tribus, pas un mot sur le pourquoi et le comment de la béi'a. Puisqu'il y a béi'a, c'est qu'un antagonisme existait entre Makhzen et tribus. Lequel ? Quel contenu ? Quelles nature et dimension ? Il ne se pose aucune de ces questions et passe dessus avec l'aide du juridisme du traité.

L'acte d'allégeance, la béi'a, de notre point de vue n'est pas une simple reconnaissance. Elle exprime

l'état des rapports de classes entre le Makhzen et la paysannerie organisée en tribus. La béia est l'enregistrement du niveau des rapports de forces qui régissent l'Etat Makhzen et les tribus. Et ce, dans toute leur précision : les droits de pâturages, les droits d'eau, le montant du prélèvement fiscal, la levée des hommes pour la harka, les droits de passage. Elle n'a aucun caractère abstrait, elle n'est ni vague ni générale. Elle est précise : c'est une relation politique qui établit les droits et les devoirs de chacun à l'issue d'une lutte et d'une négociation entre Makhzen et tribus. S'il y a reconnaissance de l'autorité du sultan par les tribus, c'est dans la mesure des droits et devoirs, des termes d'accord issus d'un conflit politique, d'un rapport de classes. Moyens de production — terre, eau — et prélèvement étatique sont en dernier ressort l'enjeu de cette lutte de classes où la paysannerie de par son mode d'organisation sociale et son haut niveau de solidarité et d'autonomie relative imposait encore au Makhzen des négociations et des reculs, en un mot le respect de ses droits. C'est la capacité politique de la paysannerie, la rapide mobilisation sociale de la tribu dû au type de solidarité, à sa mobilité due à la disponibilité relative de la terre, à ses réseaux d'alliance pouvant couvrir de vastes espaces qui expliquent la grande résistance de la paysannerie — paysans et pasteurs — à l'emprise du Makhzen.

Cette résistance était l'expression de la volonté d'une catégorie sociale d'échapper à l'oppression et à l'extorsion. Elle ne signifiait nullement une volonté politique d'autonomie institutionnelle. La résistance politique et militaire des tribus était la plus haute manifestation d'un conflit de classes selon le mode spécifique d'organisation sociale de notre pays. La résistance de la paysannerie au Makhzen n'excluait pas le sentiment d'appartenance à une même communauté, à une même nation. Loin de là, la résistance de la paysannerie s'inscrivait dans le processus même de formation et de constitution de la Nation marocaine. En effet, c'est là de notre point de vue une question fondamentale. C'est ainsi que la résistance au Makhzen et, la résistance aux colonialismes portugais, espagnol et français, a constitué le cours même de l'unité de notre peuple en armes, unité de la paysannerie organisée en tribus et unité des populations des villes. Parce que l'unité de notre peuple s'est construite au cours d'un long processus dans cette double lutte, parce que ces deux résistances se sont confondues du fait de la félonie du Makhzen lors de la pénétration du capital marchand et financier, à l'égard de l'occupant militaire étranger, espagnol et français, le fait constitutif de la Nation marocaine est l'élaboration de l'unité du peuple dans cette double résistance. Le fait constitutif de la Nation marocaine n'est pas un acte de droit — la béia —. Le fait constitutif de la Nation marocaine est l'unité de notre peuple dans le processus de lutte contre l'oppression de classe de l'Etat Makhzen et contre l'occupation étrangère. Ce n'est pas l'Etat qui fonde la Nation. Ce qui est à la base de notre Nation c'est l'unité du peuple. Et l'unité du peuple s'est construite contre le Makhzen et contre l'occupant colonial. La constitution de la Nation marocaine n'est pas simplement le fruit de l'autorité du Makhzen, ni celui de l'avènement de la bourgeoisie marchande qui est

unifiée par le marché. C'est à l'occasion de l'extension du marché par la bourgeoisie sous l'égide du Makhzen que la solidarité des tribus opérait l'unité de leur résistance contre le Makhzen. Ce ne sont pas simplement des soldats gardant les greniers le long de ces voies qui ont uni la paysannerie par delà les régions contre l'autorité du Makhzen. Une route signifiait l'arrivée rapide de la harka et l'extorsion de toute nature sur les tribus de la part du Makhzen. Tout comme aujourd'hui, en 1976, dans certaines régions du Moyen et du Haut Atlas, des villages refusent routes et autres institutions, sachant, de par l'expérience d'autres régions que le gendarme et le caïd suivront.

Ainsi la reconnaissance de la souveraineté qu'est la béia n'est pas un simple traité, c'est un rapport de classes dans le processus de constitution de la Nation marocaine. De même, l'aspect principal dans ce processus est l'unité du peuple qui se réalise dans la contradiction au Makhzen et au colonialisme. L'élément moteur n'est pas l'autorité du Makhzen. C'est bien ce qu'explique la précarité de la béia. Ainsi, le caractère principal de la béia est sa précarité. En effet, son contenu, avantages du Makhzen arrachés ou concédés sont remis en cause à la moindre occasion jugée favorable par les tribus. Celles-ci opéraient alors dans deux directions successives ou simultanées. Elles rognait sur l'espace des tribus environnantes. Elles tentaient ainsi de se renforcer et de devenir de plus en plus puissantes, dépassant leurs droits initiaux établis. Elles construisaient alors des alliances au sein de l'espace contrôlé afin de consolider les acquis et d'être en position favorable de négociation au moment où l'épreuve de force devait être déclenchée avec le Makhzen dans le but de réduire les avantages matériels que celui-ci tirait de son autorité. L'entrée en insoumission était l'aboutissement de ce processus et le début d'une situation de lutte armée contre le pouvoir central et ses agents locaux. C'est alors une période instable où négociations par l'envoi d'émissaires et affrontements armés se succèdent. Le processus et cette période ne sont pas comme le présente l'histoire coloniale ou encore une certaine vision populiste de notre histoire ( ), le fruit d'une décision spontanée, irréfléchie dû à l'atavisme guerrier des tribus ou encore une volonté absolue d'opposition viscérale au Makhzen. Et les insoumis ne se rebellaient pas sur la base d'une révolte individuelle avec la société. Leur action n'était pas une activité. Le brigandage ainsi que le réduit le plus souvent l'idéologie bourgeoise dans la conscience générale. Leur révolte puisait sa source dans les conditions objectives d'une situation économique connue. Le contexte politique dans lequel se débattait la classe dirigeante favorisait le plus souvent le développement géographique de l'insoumission. Mais les révoltes paysannes ne furent jamais l'expression d'une quelconque souveraineté tribale. Elles étaient le refus d'un ordre qui n'avait pu assurer le maintien de l'exercice des droits des pasteurs et des paysans. Le processus et cette période sont l'élaboration dialectique de l'unité du peuple des campagnes, paysans et pasteurs, de l'unité des tribus au cours de ces phases historiques de fureurs paysannes et de stabilité prospère.



MOULAY YOUSSEF



MOULAY ABDELAZIZ



MOULAY HAFID

*La lignée des collaborateurs avec le colonialisme français*

## SUR LA NOTION DE SOUVERAINETE

Ainsi n'est-il pas étonnant que Laraoui aboutisse à une impasse : il n'arrive pas à définir ce qu'est la souveraineté. Il dit tout ce qu'elle n'est pas et s'avère dans l'impossibilité de la caractériser par l'affirmative. Ainsi "la souveraineté marocaine n'était pas une simple allégeance féodale..., la souveraineté marocaine n'était pas un conglomerat inorganique de tribus... ( )". Contre qui se bat Laraoui ? Avec qui polémique-t-il ? Lyautey - colonialiste en chef s'il en fut - reconnaissait lui-même que la France avait trouvé au Maroc un Etat, une Nation, un peuple doté d'institutions et de culture séculaires. Laraoui par ailleurs n'arrive à se dégager de cette question de souveraineté qu'il réduit tantôt à un territoire, tantôt à l'obéissance des tribus. Il se contredit à plusieurs reprises. A la fin de la page 27 il affirme "qu'il n'est pas vrai, comme pourrait le penser un homme non averti que plus on s'éloignait du centre du Maroc, plus l'autorité sultaniennne était contestée ou ignorée". Et tout de suite après il ajoute "pour des raisons faciles à comprendre certaines régions du Moyen Atlas et l'anti Atlas vivaient en état d'insoumission chronique". Ou encore des contre vérités historiques quand il affirme "qu'il n'en était pas de même pour les territoires lointains, mais en général plats, du Tafilalet et du Sahara occidental...". Et la raison de la soumission de ces régions est purement géographique : c'est parce que c'est plat. De même que l'on peut supposer, car il ne dit pas que "les raisons faciles à comprendre" de l'insoumission du Moyen et Haut Atlas sont aussi des raisons d'ordre géographique : c'est parce que c'est montagneux.

De même Hassan affirmant qu'il allait prendre le thé à El Ayoun avant la fin 75 puisque lançait-il aux journalistes : "Avez-vous déjà vu une guerrilla dans un désert ?" La géographie est la seule règle dans le Sud qui explique et la soumission et l'insoumission. Pourquoi alors l'expédition de Moulay Hassan en 1883 puisqu'il y avait allégeance permanente dans cette région ? Pourquoi l'indépendance et l'esprit guerrier séculaire des Rguibat depuis les Saadiens vis-à-vis du Makhzen ? Comment nier tous ces faits ? Et ce sont des faits. Comme le dit si bien M. Laraoui, "dans l'affaire du Sahara occidental ce sont les faits qui comptent et non les principes abstraits" ( ). Contre vérité historique et amalgame que d'affirmer pour justifier la notion de territoire, que "le territoire marocain était coextensif à un marché économique objectivement séparé d'autres, tout aussi clairement déterminés à l'Est et au Sud" ( ). C'est une contre vérité parce qu'il est léger de la part d'un historien d'avancer une affirmation et la fonder par le marché, quand il s'agit du Sahara. Le commerce à longue-distance, les voies de communication par lesquelles transitaient les caravanes, les rapports entre les villes carrefours concernaient tout le Sahara d'Est en Ouest, dans ce cas pourquoi ne pas revendiquer le Mزاب ? Ainsi se fonder sur le marché pour établir le territoire est notoirement insuffisant dans le cas du Sahara. En fait ce dont parle Laraoui, sans oser aller jusqu'au bout de sa pensée, c'est non pas du territoire, mais des frontières, parce que son problème, n'est pas le Sahara mais l'Algérie. En cela, l'intervention de l'historien est un secours inattendu pour le pouvoir comprador qui cherche à éluder la question de la résistance des Sahraouis et s'en prendre à l'Algérie.

## LA DEMARCHE IDEALISTE DE LARAOUÏ

Tout au long des articles qui composent l'ouvrage de Laraoui une conception de l'Etat apparait, celle de l'Etat unificateur au-dessus des intérêts sociaux en lutte, au-dessus des classes. Un Etat arbitre des convoitises, des tensions et des luttes gérant de la Nation sacrifiant les intérêts particuliers contraires à l'intérêt général, voilà la vieille idée de l'Etat que Laraoui parsème au long des pages. Il est totalement muet, il n'évoque ni même suggère à aucun moment les rapports ni leur nature qui régissaient Etat-paysannerie. Les rapports de production, les bases objectives qui fondent la relation Etat-paysannerie sont totalement absent. Le Maghzen est le défenseur en tous lieux et de tout temps de la souveraineté de notre pays et de son intégrité territoriale. Laroui identifie ainsi complètement et totalement les intérêts du peuple marocain et ceux du Maghzen. Il innocente de façon grossière et démagogique l'Etat. Cette vision est contraire à la réalité historique, aux faits de notre histoire. Laroui la développe et l'illustre par les relations entre Maghzen et paysannerie. Cette même conception concerne tant le passé lointain que le présent, le XIX<sup>e</sup> siècle que les positions du pouvoir durant ces dernières années : qu'elle concerne notre propre société ou ses rapports avec l'étranger, qu'elle se situe il y a un siècle ou il y a quelques mois, l'action de l'Etat dans notre pays pour M. Laraoui a été garante de la souveraineté et de l'indépendance de notre peuple. Le fait majeur de la démarche de Laraoui est qu'il ignore totalement dans son livre la nature du pouvoir. La nature du régime, question essentielle, est complètement absente de tous les raisonnements sur notre histoire et des commentaires sur les positions du pouvoir. De ce fait, l'auteur s'enferme dans des contradictions. Il justifie alors tout ce qu'a fait le Maghzen et l'Etat compradore. Il ne peut faire autrement dès qu'il renonce à définir de façon conséquente la nature du régime, la nature des rapports entre le pouvoir et les forces et les classes sociales des villes et des campagnes.

Une telle démarche, qui ne se détermine pas à partir de la nature du régime conduit nécessairement, quelque soient les allégations sur les obligations tactiques, aboutit au cautionnement et au soutien politique. Elle éloigne les forces nationales des véritables intérêts populaires et situe beaucoup de militants sincères sur les positions de classe de la bourgeoisie.

Cette démarche idéaliste correspond aux intérêts de la bourgeoisie, aux tentatives d'alliance entre la frange supérieure de la bourgeoisie nationale et la classe compradore. Ces tentatives ont abouti aujourd'hui

sur le plan politique par la participation servile de l'Istiqlal au gouvernement et par l'appui inconditionnel de l'USFP et du PPS au pouvoir sanguinaire de Hassan. Aussi toutes les composantes de la bourgeoisie nationale servent aujourd'hui sous la bannière de la bourgeoisie compradore. Une fois de plus la bourgeoisie nationale montre son impuissance à conduire jusqu'au bout une lutte quelconque ne serait-ce que pour une réformette. Une fois de plus la bourgeoisie nationale démontre son aptitude à s'allier avec les ennemis du peuple contre les classes laborieuses. Cette politique provient des deux caractéristiques principales de la bourgeoisie nationale dans l'ensemble des pays arabes. La première est la limitation étroite des tâches nationales dans le développement des luttes, limitation qui vide le contenu de ces tâches nationales ralliant ainsi les forces les plus rétrogrades. La seconde caractéristique consiste à refuser toute les contradictions de classe au nom de la contradiction principale de la nation contre l'impérialisme et à ne tenir aucun compte des véritables conditions pour la réalisation effective des tâches nationales qu'elle proclame être ses tâches historique. Ces deux caractéristiques principales expliquent l'échec de la bourgeoisie nationale dans la réalisation de ses propres tâches. Cette alliance de classes aujourd'hui en cours est ainsi la conséquence d'une conception totalement erronée de l'Etat, conception qui puise ses sources à l'aposition de classe de la bourgeoisie face au pouvoir.

Concernant la lutte de libération nationale et la question du Sahara que dit Laraoui sur le rôle de l'Etat ? A la page 61 voilà ce qu'il affirme : "C'est l'Etat et le peuple du Maroc qui ont toujours exigé la décolonisation de tout ce qui fait partie du territoire marocain. La délégation d'autorité qui a eu lieu pendant quarante quatre ans n'a jamais interrompu la souveraineté marocaine, à supposer que cette délégation ait pu être légitimée par les exigences de la nécessité". Ce passage est exemplaire Laraoui croyait décoloniser notre histoire, il la néocolonise ! Ainsi il rajoute Etat à peuple et voilà l'Etat félon, qui, lui aussi a "toujours exigé la décolonisation" ! Et Moulay Youssef, intronisé par la France ? Et les mille et une hésitations de Ben Youssef avant de s'allier au mouvement national représenté à l'époque par l'Istiqlal ? Ainsi il appelle "délégation d'autorité" une occupation coloniale qui a bouleversé la physionomie des villes et des campagnes et dont la libération a tant coûté de sacrifices au peuple marocain. De même il n'exclut, ni ne réfute le point de vue réactionnaire sur la colonisation de notre pays, puisqu'il la "suppose" légitime, cette occupation coloniale, par les "exigences de la nécessité". Quelles sont-elles ces "exigences de la nécessité" qui légitiment aux yeux d'un marocain

l'occupation coloniale par la France et l'Espagne ? C'est la classe dirigeante qui a développé ce point de vue pour justifier l'abolition du Maghzen. Mais qu'en est-il au juste ? Que s'était-il donc passé durant la période pré-coloniale ? Au XIX<sup>e</sup> siècle, les révoltes du mouvement paysan qui se sont développées à partir de 1830 ont connu une ampleur et une force des poussées des tribus qui étaient fonction des conditions objectives que vivaient pasteurs et paysans, nomades et sédentaires.

## LE MOUVEMENT PAYSAN FACE A LA CLASSE DIRIGEANTE DU MAGHZEN

L'unité des tribus et leurs révoltes correspondent en effet aux incursions économiques, financières, militaires et diplomatiques du capital marchand et du colonialisme. Et ce, dans le Nord avec les visées de l'impérialisme sur les mines du Rif, dans l'Est avec les tentatives de grignotage de l'armée d'occupation française en Algérie, au sud avec celles de l'Etat major français et des financiers anglais et espagnols pour l'établissement du chemin de fer transaharien. Le rythme et la succession des révoltes du mouvement paysan dépendaient aussi de la situation objective des campagnes, des calamités agricoles et du niveau des récoltes. Il en fut ainsi en particulier lors de la série de mauvaises récoltes qui dura de 1877 et ne devait cesser qu'en 1885. Sept années de misères qui allaient entraîner de larges remous au sein du mouvement paysan. Ainsi deux causes majeures des révoltes des tribus contre l'Etat Maghzen, les conséquences directes et indirectes de la pénétration du capital marchand dans les villes et les campagnes marocaine d'une part et la situation objective de faible développement économique qu'aggravait les calamités naturelles.

L'unité de notre peuple, de notre Nation a eu pour ferment les révoltes du mouvement paysan qui ont permis l'unité des tribus dans leur opposition aux bourgeoisies négociantes des villes et à la classe dirigeante du Maghzen.

La responsabilité du Maghzen dans la pénétration, d'abord insidieuse, puis ouverte et violente, du colonialisme dans notre pays et au premier rang des causes de la révolte armée des paysans et des pasteurs lors du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est la carence d'abord, la faiblesse ensuite puis la félonie du Maghzen vis à vis des colonialismes français et espagnols qui établissent la responsabilité du Maghzen dans l'affaiblissement de la cohésion sociale de notre pays, dans l'occupation militaire colonialiste et dans la division de notre pays. C'est contre l'attitude de louvoiement de Moulay Hassan vis à vis des appétits coloniaux, contre les Moulay Hafid, Moulay Abdelaziz et Moulay Youssef,

contre cette lignée de l'abdication et de la trahison que se sont levées toutes les tribus du sud au nord et de l'est à l'ouest unissant pasteurs et paysans dans la défense du pays.

Toute notre histoire du XIX<sup>e</sup> siècle illustre profondément la nature des rapports qui régissaient le Maghzen et les puissances coloniales celles qui existaient entre le Maghzen d'une part et les populations des villes et des campagnes d'autre part.

L'EVOLUTION DU XIX<sup>e</sup> SIECLE MONTRE AU MIEUX LE POINT ESSENTIEL DE NOTRE CONCEPTION : LE FAIT CONSTITUTIF DE LA NATION MAROCAINE EST L'UNITE DU PEUPLE REALISEE DANS LA RESISTANCE A LA DOMINATION DU MAGHZEN ET DANS LA LUTTE CONTRE LA PENETRATION ETRANGERE.

L'analyse du mouvement paysan des tribus de ses contradictions internes, de ses rapports avec les bourgeoisies et le Maghzen est une donnée fondamentale de cette évolution du XIX et du XX siècle. Cette donnée fondamentale qu'est le mouvement paysan dans notre pays est l'une des clés de la situation actuelle du mouvement démocratique, isolé de toute base profonde au sein de la paysannerie. Celle-ci est livrée au pouvoir de l'Etat colonial puis de l'Etat compradore et n'a pu produire de ce fait depuis Abdelkrim et EL Hiba de nouveaux dirigeants populaires d'envergure nationale.

La pénétration et la colonisation de notre pays par la France et l'Espagne sont le produit de l'expérience de ces pays impérialistes dans leur domination des peuples arabes et d'Afrique. La grande connaissance qu'avait en particulier l'état major français de notre société à travers les études de ses sociologues, historiens et linguistes, a préparé l'intervention militaire colonialiste qui a réussi dans notre pays étant donné les conditions politiques et économiques qui prévalaient. Ces conditions sont d'une part l'explosion des luttes populaires à la campagne face à la collaboration de la bourgeoisie négociante et du capital européen et la lutte armée de la paysannerie organisée en tribus contre le pouvoir central, l'Etat. Ces conditions ont été préparés durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle par :

- un vecteur de corrosion qui est le capital marchand européen.
- un moyen de démantèlement qui est le système de la protection.
- un objectif de harcèlement qui est l'installation du chemin de fer annonçant l'arrivée du grand capital financier et industriel.



*MOULAY HAFID festoyant chez Maxim's sa collaboration avec les colonialistes français*

Ces trois instruments constituent le dispositif stratégique dont les sultans alaouites ont permis l'installation dans notre pays devenu ainsi la proie, notamment du capital marchand européen, allemand, espagnol, anglais et français. C'est en particulier la lente extension du capital marchand européen qui organise la lente transformation de certaines économies régionales—celle du Sud—et des villes côtières, Tanger, Essaouira et Casablanca. La politique du Maghzen de la porte ouverte aux marchandises étrangères et l'installation de comptoirs commerciaux dans les ports conduit au bouleversement complet des circuits d'échanges traditionnels nomades et des villes carrefours, axes de commerce prospère des tribus le long du Sahara. C'est notamment la concurrence maritime aux circuits traditionnels, les produits de substitution et les nouveaux produits qui détruisent l'artisanat et le commerce marocain. La guerre des prix sur l'or pratiquée par les spéculateurs européens, la lutte acharnée entre les marchands capitalistes pour l'écoulement de leurs produits achève de ruiner des régions entières. Ce qui ne manque pas d'avoir un profond retentissement dans les campagnes. Celles-ci connaissent les effets directs et indirects de cette situation. La collusion du Maghzen face à cette profonde pénétration commerciale enhardit encore plus les colonialistes qui mettent à profit ces bouleversements pour comploter contre l'intégrité territoriale de notre pays, tirer encore plus d'avantages de la situation. Ce fut le cas notamment du chérif Mohamed El Arbi, cousin de Moulay Hassan, prétendant au trône qui complota pour un "royaume du Tafilalet". Ce fut aussi la tentative du chérif de Ouezzane dans le nord du pays. C'est la démission du Maghzen devant le capitalisme européen qui a rendu possible les complots du colonisateur. C'est cette même démission et incapacité à défendre l'économie et la souveraineté du pays qui ont conduit les tribus nomades et sédentaires, pasteurs et paysans à se soule-

ver une fois de plus et à refuser l'autorité du Maghzen qui n'était plus reconnu comme représentant la communauté nationale et la souveraineté. Ainsi s'exerçait le droit à la révolte quand il y avait trahison du Maghzen. Cet exercice de la volonté populaire contre l'Etat montre de quel côté se trouve la véritable défense de notre pays. Qui de l'Etat ou du peuple a organisé la résistance armée contre les démissions successives depuis les conférences de Madrid jusqu'à l'Acte d'Algésiras en passant par le traité de Fes, de l'attaque des installations ferroviaires du port de Casablanca en 1907 par les tribus de la Chaouia jusqu'aux furieux assauts de l'armée française au djebel Sargho en 1936.

Laraoui s'acharne à innocenter le Maghzen, à le poser en victime de l'impérialisme alors que le Maghzen accomplit la tâche que lui assigne objectivement le colonialisme. Le colonialisme français aura comme objectif principal d'approfondir et d'accentuer les contradictions déjà existantes entre Etat et paysannerie dans le but de réduire et d'affaiblir la résistance de ces dernières. Ainsi il faisait faire le travail de répression du mouvement paysan par l'armée du Maghzen. C'est là le choix fondamental effectué par la classe dirigeante dans notre pays.

La méthode est éprouvée : sur une partie éloignée du territoire, aux confins, l'oriental, le sud, et le nord, se développe la situation incertaine créée par le bouleversement de l'économie régionale dû à la pénétration du capital marchand européen ou à celle de l'armée française. La situation de révolte devient telle que les tribus dans ces situations économiques précaires refusent de payer l'impôt. Le sultan envoie sa harka "rétablir l'ordre". Mais de multiples secousses conduisent le Maghzen à utiliser les grands payens, à s'endetter, à emprunter auprès des colonisateurs pour moderniser l'armée marocaine. Ainsi, l'appareil d'Etat



*MOULAY HAFID, ravi, parmi les jeunes filles de bonne bourgeoisie française dans un club de tennis à Versailles*

fonctionne au profit des objectifs ultérieurs de la stratégie du colonisateur, stratégie qui enferme le Maghzen prisonnier de sa crainte de la paysannerie, dans un réseau de dépendance vis à vis de l'impérialisme. **DE CE FAIT LE MAGHZEN CHOISSAIT D'ECRASER LES REVOLTES POPULAIRES SON CHOIX NE POUVAIT ETRE QU'UN CHOIX DE CLASSE.**

Il en fut ainsi dans le Sud et le Sahara où l'insoumission dura soixante ans. L'expédition de la harka de Moulay Hassan contre la révolte des pasteurs parce qu'ils avaient détruit les installations coloniales du Cap Bojador au sud de l'oued Noun, cette expédition fut financée par l'impérialisme britannique. Les relations entre Moulay Hassan et l'ambassadeur britannique, Hay, étaient excellentes. L'ambassadeur était en effet écouté de Moulay Hassan. Depuis l'occupation militaire de l'Algérie par la France et la défaite de l'armée marocaine à Isly en 1844, l'équilibre en Méditerranée était brisé au profit immense d'une seule puissance capitaliste, la France. Aussi, l'Angleterre fera tout pour limiter l'influence de la France. C'est ainsi que la politique de louvoiement de Moulay Hassan connaîtra, vis à vis des puissances capitalistes, trois moments. D'abord, pour reconstituer son armée, pour freiner et battre les mouvements populaires de la paysannerie révoltée contre l'incursion étrangère et l'impuissance du Maghzen, Moulay Hassan s'appuie principalement et uniquement sur l'impérialisme britannique dans l'espoir de limiter les ambitions du colonialisme français. Ensuite, ayant mesuré la vanité d'une telle tactique, Moulay Hassan tente de jouer sur les contradictions inter impérialistes. Il aboutit au résultat inverse attendu, puisque ayant activé les rivalités des puissances impérialistes, celles-ci interviennent de plus en plus dans notre pays pour être en bonne position au moment des négociations, et, de fait, l'action du Maghzen se trouve prisonnière de ces

rivalités donc complice du colonialisme. Enfin, Moulay Hassan, devant l'échec de cette seconde tactique, se tourne alors vers la bourgeoisie marocaine afin de l'associer étroitement aux différents grands projets industriel et minier du capital étranger. Le projet de rénover l'Etat et l'économie sur le dos de la paysannerie en associant largement la grande bourgeoisie négociante au capitalisme étranger, ce projet caressé par Moulay Hassan s'est heurté aux profondes réalités : la paysannerie refuse de faire les frais de la rénovation de l'Etat et de l'économie sous l'égide du capital colonial européen. La paysannerie fut la force principale qui, avec les petits artisans des villes allaient mettre en échec le Maghzen félon.

Les pasteurs de l'Oued Noun ont fait face à Moulay Hassan qui voulait les mettre au pas, parce qu'ils avaient attaqué les installations colonialistes sur la côte du Sahara, de même dans l'Ouental, les pasteurs et paysans de la confédération des Oulal Sidi Cheikh allaient remplir leur devoir de résistance au colonialisme l'Etat alaouite qui laissait alors libre cours aux appétits du capital et à l'Etat-major français dans l'Oriental Sud, allait nécessairement se heurter violemment au mouvement paysan, les intérêts de la classe dirigeante complice du capital marchand étranger contre les intérêts populaires des pasteurs et cultivateurs, tel était l'enjeu pendant un demi-siècle, de 1854, année de la signature de la convention portant sur la frontière entre l'Algérie occupée et le Maroc, à 1901, année de l'intervention brutale de la France, l'Etat alaouite et les tribus s'affrontent, ces dernières s'opposant par tous les moyens aux projets colonialistes de la voie ferrée d'Oran-Fès et celle du transaharien. Tout commença en 1845, où les tribus Cheraga et Cheraba furent séparées de part et d'autre, de la frontière dont la borne était représentée unilatéralement pour l'occupant français par le tombeau de Sidi Cheikh, patron de la confédération. Cette

séparation portait profondément atteinte au pastoralisme dont elles vivaient. Les terres de parcours étaient complémentaires de part et d'autre et se prolongeaient bien au-delà de la frontière algérienne. Par ailleurs, les associations d'élevage entre les différentes tribus donnaient un fondement objectif à l'utilisation communautaire des terres de parcours considérées par les Oulad Sidi Cheikh comme propriété collective. Les tribus considéraient donc cette démarcation comme purement fictive et n'en tenaient aucun compte. Ce n'était pas là l'avis de l'Etat-major français. Aussi, les actions des Ouled Sidi Cheikh se multiplient.

En 1864, les Ouled Sidi Cheikh en Oranie se révoltent, la solidarité combattante des pasteurs s'étend bientôt jusqu'aux oasis du Sud-Est marocain. Cette lutte armée isolée des villes, combattue et affaiblie par la harka de Moulay Hassan a permis la claire démonstration de la collusion de l'Etat alaouite aux yeux du peuple des campagnes. Le capital français augmentait le niveau de ses exigences, élargissait ses plans en vue d'établir l'axe colonial Oranie-Oriental-Rif grâce au chérif d'Ouezane et à la trahison de la classe dirigeante de l'Etat alaouite.

L'extension de la résistance aux tribus du Sud-est marocain créait un danger sérieux pour l'autorité centrale qui se met en devoir, dès 1872, de lutter contre le mouvement de révolte des pasteurs et paysans de la région. Ainsi, de 1845 à 1876, date de la déportation des tribus des Oulad Sidi Cheikh par l'Etat à l'intérieur des terres, les paysanneries de l'Oriental résistèrent aux prétentions de l'occupant français en Algérie et ont combattu l'armée de Hassan Ier venue les mettre au pas du colonialisme français. Mais ce sera Hassan Ier qui aura raison de cette résistance, remplissant ainsi la fonction dévolue par le capital français, celui d'adjutant et d'armée auxiliaire du colonialisme, assumant une tâche de répression anti-populaire à l'heure où la mobilisation populaire était plus que jamais indispensable et vitale pour la souveraineté nationale.

#### LARAOUÏ ET LE MOUVEMENT NATIONAL APRES L'INDEPENDANCE FORMELLE

Laraoui adopte l'analyse et le point de vue de la réaction sur les luttes violentes et feutrées qui ont opposé les différentes forces sociales, au lendemain de l'indépendance formelle en 1956. Ainsi, il écrit : "Il était clair que le Sahara dans son ensemble, sous administration française ou espagnole était une affaire atlantique. Le Maroc avait choisi la voie des négociations bilatérales parce que l'Espagne insistait pour être mise à égalité avec la France, ce qui était contraire à la lettre du traité du Protectorat mais surtout parce qu'il ne voulait pas devenir une victime de la guerre

froide puisque les Etats Unis y avaient des bases militaires, que l'URSS pouvait à chaque instant faire valoir ses droits de la Russie tsariste, membre des conférences de Madrid (1880) et d'Algésiras (1906)". Ainsi donc, la politique adoptée par Mohamed V et Hassan II, celle de la liquidation de l'Armée de libération Nationale était la politique de la sagesse pour Laraoui. Sur le ton le plus docte, Laraoui justifie la liquidation physique et politique de l'Armée de libération Nationale par le recours à un argument cher à l'extrême droite : le soi disant danger de voir notre pays devenir l'enjeu de la rivalité entre l'URSS et les Etats-Unis, le genre d'argument de pseudo haute stratégie planétaire c'est un pauvre alibi pour ne pas avouer la vérité toute simple : le pouvoir félon alaouite dans notre pays avait encore une fois trahi la cause nationale en complotant avec les colonisateurs français et espagnols, en liquidant l'Armée de libération Nationale pour arrêter le développement de la lutte armée dans notre pays et frapper dans le dos l'ALN algérienne. L'alliance criminelle avec l'Espagne était pour le pouvoir alaouite le moyen de se débarrasser de l'ALN marocaine.

Mais Laraoui ne craint pas de se contredire puisqu'à la page 31 il avoue : "Il y avait bien entendu une autre voie que celle de la diplomatie. Les Marocains pouvaient imposer par les armes l'unité de leur patrie comme ils avaient arraché de force la reconnaissance de son indépendance... C'est grâce à l'action de l'Armée de Libération Marocaine que l'Espagne dut évacuer la grande partie de l'enclave d'Ifui et recéder en avril 1958 la province de Tarfaya. On peut certes soutenir que l'action militaire a été engagé trop tôt parce que le mouvement national n'a pas su voir que son unité était indispensable précisément pour retrouver l'intégrité territoriale". Ainsi Laraoui admet le fait que l'action militaire a été arrêté trop tôt. Mais la raison qui explique cet arrêt, ce n'est pas d'après lui, la complicité agissante du Palais avec les forces d'occupation françaises et espagnole, ce n'est pas le complot de Hassan alors prince héritier en connivence avec l'état major français, pour liquider physiquement l'Armée de Libération Nationale dans le Sud. L'opération Ecouvillon a révélé ce complot de la réaction marocaine contre l'aile armée.

En fait, pour Monsieur le Professeur, l'arrêt de la lutte armée de libération nationale dans le Sud, est dû à la division du mouvement national. Si "une autre voie que celle de la démocratie" ne pouvait être adoptée, la faute en incombe aux rivalités internes de l'Istiqlal. Certes, il l'était. Mais la raison première, la cause principale est le complot du Palais et des états majors colonialistes !! Sur cette question clé où les faits ne manquent pas, Laraoui ment pour tromper

et se range résolument du côté de la réaction qui réécrit l'Histoire à sa façon pour mieux servir ses intérêts de classe dirigeante.

Après nous avoir dit que la voie militaire pour libérer le Sahara était sans issue, et de ce fait il était donc plus sage de la part du pouvoir de liquider l'Armée de Libération Nationale dans le Sud, Laraoui passe à la voie diplomatique, aux rapports diplomatiques entre Etats coloniaux et notre pays sur la revendication de l'intégrité du territoire en 1958. Voilà ce qu'il écrit à ce propos : "Faisant face à deux adversaires à la fois et ayant avec chacun d'eux plusieurs affaires pendantes, le Maroc se trouvait nécessairement en position de faiblesse, puisqu'il refusait tout marchandage là où il y avait lieu de marchander. Pour des raisons politiques, il ne pouvait s'appuyer sur la France contre l'Espagne, pour des motifs économiques il ne pouvait pas s'allier à celle-ci contre celle-là, pour des considérations historiques et sentimentales il ne pouvait pas renoncer à la Mauritanie pour récupérer Tindouf, ni à Ceuta et à Mellila pour obtenir le Rio de Oro" (p. 36). Une fois de plus, Laraoui se contredit puisqu'il ne nous explique pas pourquoi le marchandage qui aurait été refusé alors, en 1956 - 58, a été accepté vingt ans plus tard en 1975 !! Ainsi donc pour des raisons allant du politique au sentimental, le Maroc n'a rien fait sur le plan diplomatique sur ces soit disant raisons. Laraoui justifie en nous énumérant longuement toute la liste des motifs la passivité complète du pouvoir. Et il comprend et approuve donc cette abdication du pouvoir qui "ne choisissant pas à fournir à ses adversaires une raison pour conjuguer leurs efforts sur les plans militaire, politique et diplomatique" (p. 36). Ni voie militaire, ni voie diplomatique, mais abdication sur toute la ligne. Il passe sous silence la conséquence inévitable de ces vingt années de démission devant les menées coloniales et néocoloniales de l'Espagne et de la France. La conséquence de cette trahison est que le peuple sahraoui, las de faire antichambre dans les programmes des partis bourgeois, compte alors sur ses propres forces, se donne un objectif : l'indépendance nationale.

Et quand il arrive à Laraoui de reconnaître douze pages plus loin que "des militants originaires du Sahara avaient préféré aller s'installer ailleurs" (p.48) ce n'est point à cause du silence du pouvoir et des partis sur la libération du Sahara de la domination espagnole. Non, pour Laraoui, c'est "parce que le prestige du Maroc était miné par ses divisions internes..." (p. 48) c'est "à cause de ce fait", du fait de cette perte de prestige due aux divisions du mouvement national que les sahraouis se sont organisés et ont cherché le soutien politique et militaire auprès de

la Lybie jusqu'en 1975 et auprès de l'Algérie à partir de cette date. Voilà la bourgeoisie blanche de sa démission. Voilà la lutte de classe dans notre pays devenue "divisions internes qui portent atteinte au prestige de notre pays" !! L'unanimité nationale sacrée, au dessus des luttes de classes, sous l'égide suprême de Hassan, se trouve ainsi théorisée, justifiée. Car tout celui qui porte atteinte à cette unanimité divise le pays et porte atteinte à son prestige. Cela ressemble presque à un éditorial de Ali Yata !

## LARAOUÏ, MANDARIN DE LA BOURGEOISIE

Mais Laraoui est décidé à nous étonner jusqu'au bout, quand reprenant les plus vieux sophismes universitaires, il ajoute juste après la phrase citée ci-dessus : "De même continuer tout simplement la lutte armée aurait eu le même résultat car le Sahara avec ses richesses minières était trop important pour l'Occident qui avait au Maroc même d'importants moyens de pression sur le gouvernement comme le montrèrent amplement la révolte d'Addi ou Bihi au Tafilalet et les désordres du Rif" ( ) C'est clair pour M. Laraoui, l'abdication de la voie diplomatique et la continuation de la lutte armée auraient eu le même résultat. L'éminent universitaire serait aussi historien-prophète. C'est conforme à ses hautes visions planétaires sur la guerre froide et les convoitises probables de la Russie tsariste !! Quant à l'Occident, de toute façon quel que soit le degré et le niveau de lutte de notre peuple, il n'aurait pas permis l'extension de la lutte armée et la libération du Sahara, donc, il valait mieux la liquider avec lui, avec son consentement, en l'aidant à le faire !! Voilà exactement le raisonnement que nous tient Laraoui. Et pour appuyer ces positions perfides qui justifient la trahison du pouvoir dès 1956 et sa collusion avec les forces les plus rétrogrades du colonialisme français et espagnol, il a recours à l'amalgame des faits historiques pour dénaturer leur sens. C'est ainsi qu'il entend prouver la puissance des moyens dont disposait l'Occident dans notre pays - ce qui était vrai et est encore plus que jamais vrai - il évoque "la révolte de Addi ou Bihi et les désordres du Rif". Il met sur le même plan Addi ou Bihi et la révolte populaire des populations du Rif comme si elles étaient de même nature, avaient les mêmes causes, et quelle cause : la main du colonialisme. Autant la "révolte" d'Addi ou Bihi fut télécommandée, fut celle d'un féodal et aventurier manipulé, autant "les désordres" du Rif avaient pour cause principale la profonde misère de la paysannerie révoltée par l'arbitraire de la nouvelle administration installée par le Palais. Ainsi Laraoui discrédite les révoltes populaires. les assimile à des

manipulations obscures de l'étranger et se sert de sa mauvaise foi, de l'amalgame et de sa réputation escroquée d'historien "de gauche" pour propager l'idée que tout "désordre", c'est la main de l'étranger. Il ne lui vient pas à l'idée que les véritables raisons de la révolte — et non des désordres — du Rif sont celles de toute poussée populaire dans les campagnes : la mière et l'arbitraire qui atteignent le seuil de l'insupportable pour la paysannerie. Et il ne faudrait pas s'étonner de voir un jour Laraoui rejoindre le camp des chroniqueurs colonialistes de l'état major français sur la République du Rif accusant Abdelkrim d'avoir été manipulé par des agents allemands, puisqu'il reprend à son compte la thèse réactionnaire de la révolte rifaine de 1958.

Poursuivons le raisonnement de Laraoui sur la situation en 1956-1958 concernant le Sahara et essayons de l'actualiser. Laraoui affirme donc que l'arrêt de la lutte armée dans cette région et l'absence de la revendication de la part du pouvoir sur le Sahara étaient dues — et il le justifie — par la présence et les visées des intérêts de l'Occident. Qu'est-ce qui a changé en 1976, vingt ans plus tard puisque le Maroc a "récupéré" une partie du Sahara ?

En vingt ans nous affirmons une évidence claire à tous : la présence des intérêts du capital international s'est considérablement renforcée sous forme de forages pétroliers, d'exploitation effrénée du phosphate et des fabuleux bancs poissonniers, de le projet d'installation d'usines de production et de traitement d'uranium, etc...

Aussi nous sommes fondés à affirmer que cette présence écrasante des intérêts du capitalisme européen américain et japonais a conduit l'impérialisme — ce que Laraoui nimme pudiquement l'Occident — à trancher sur un soi-disant litige entre le régime franquiste et le régime compradore de Hassan afin de préserver au mieux le renforcement de ses intérêts considérables dans cette région. C'est l'importance immense de ses intérêts qui nous vaut aujourd'hui le spectacle de l'impérialisme français abattre ses masques d'ami du Tiers Monde pour lancer ses jaguars contre les guerilleros saharouis, intervenant directement dans la guerre.

Ainsi, la soi-disante récupération, s'est faite sous l'égide des intérêts de "l'Occident" pour la sauvegarde du pillage des ressources naturelles. Cette profonde réalité est devenue une évidence même pour Paris Match ( ) mais sauf pour M. Laraoui.

Notre historien, par ailleurs, quelques pages plus loin ( ), ne craint pas de se contredire en affirmant "Etant donné les richesses minières du Sahara, le Maroc s'est trouvé en opposition d'intérêts avec tout le bloc occidental" Les accords de Madrid, le pacte de défense de Dakar, l'opération éclair sur le

Bénin, l'agression franco marocaine sur le zaïre au Shaba, autant de faits réels, concrets qui confirment l'utilisation de notre pays par l'impérialisme comme base d'agression et du pouvoir compradore comme gendarme de l'impérialisme français. Mais il n'y a qu'un mandarin bourgeois pour affirmer contre l'évidence le contraire.

Ainsi Laraoui ne se contente pas d'expliquer la position du pouvoir compradore en 1975. Il ne se limite pas à défendre le principe de la marocanité du Sahara. Il va bien plus loin. Il nous explique longuement, comme nous venons de le voir le pourquoi des variations diplomatiques du Cabinet Royal depuis 1956 et les justifie. Il adopte complètement et totalement le point de vue du pouvoir de Hassan, non pas le point de vue actuel, mais toutes les positions et comportements passés du pouvoir sur cette question depuis 1956 !! Il se conduit comme un vulgaire propagandiste des points de vue adoptés par la classe compradore depuis 1956 !! Laraoui se comporte comme un homme du pouvoir en ce domaine. Il n'a pas l'attitude de l'opposant rallié, il a celle de l'homme de paille qui reprend à son compte l'intégralité des positions des différents gouvernements du pouvoir compradore dans leurs variations contradictoires !

Laraoui est bien le représentant de cette bourgeoisie servile vis à vis de Hassan parce qu'elle identifie ses intérêts à ceux du pouvoir à l'occasion de la défense du Grand Maroc. C'est là une position de classe. Le chauvinisme en est la manifestation la plus éclatante parce qu'il permet de masquer les calculs d'intérêts les plus sordides par les grands mots et discours démagogiques sur l'Histoire, la Nation et la Libération avec des majuscules.

Mais un peuple bouscule aujourd'hui par sa détermination les savants calculs de toutes les bourgeoisies. Mandarins, vous semez la confusion, vous récoltez la dérision.